

NUCLÉAIRE. Ils dénoncent l'intérêt des consultations publiques sur le projet des piscines nucléaire EDF

Piscines : quand les syndicats demandent aussi des réponses

« LES associations antinucléaires et environnementales ont déjà quitté les réunions parce qu'on ne répondait pas à leurs questions, nous nous posons la question de l'intérêt de rester siéger ». Les mots sont sévères surtout quand ils viennent de la bouche des membres de la CGT industrie. « Nous, la CGT Manche réaffirmons notre position : nous sommes pour le mix énergétique et le nucléaire y a toute sa place, nous en sommes convaincus », assure Vincent Hurel, du collectif industrie pour l'UD. Le syndicat participe donc activement à la concertation publique en cours sur le sujet des piscines centralisées d'EDF sur le site de La Hague. « C'est un sujet important et il y a de véritables impacts à envisager pour le territoire, des réponses à apporter », détaille Romain Travers, le représentant Orano qui participe aux concertations. Mais aujourd'hui, ils dénoncent un manque d'écoute. Après presque deux ans de participation tant aux concertations qu'aux ateliers préalables, la CGT reste avec sur sa faim. « Hormis sur l'insertion paysagère du projet, cette instance reste trop souvent sans ré-

ponses. Nous sommes toujours en attentes sur les questions d'enjeux socio-économiques », détaille le communiqué de presse.

■ Qualification « grand chantier »

D'abord, la CGT Manche appelle à voir les projets nucléaires dans leur globalité. « La piscine, c'est le premier des nombreux investissements annoncés par Bruno Le Maire pour La Hague. Suivra l'usine Mox pour 2035-2040 et la construction de la nouvelle usine pour 2045. Au total, ce sont plus de 10000 personnes qui vont être sur le site. Il y a tout un enjeu pour le territoire », explique Romain Travers, représentant Orano sur les consultations. La CGT demande alors que ce chantier rentre dans la labellisation « grand chantier ». Il permettra, selon le syndicat, d'obtenir un appui conséquent sur les questions de recrutements, de formation, de répondre aux besoins d'infrastructures et de préparer les enjeux de l'après grand chantier. « Cela fait partie des solutions pour répondre aux ques-

tions », assure Romain Travers. Il permet également des « garanties sociales, aussi pour les sous-traitants, des moyens pour les organisations syndicales... », assure Vincent Hurel.

■ Logement et restauration

Anticiper le chantier est « primordial ». « Comment loger tous les travailleurs supplémentaires ? Où vont-ils se garer ? Avec quelle route ? Vous avez déjà été à Orano La Hague aux heures d'embauche ? Comment faire si on double le nombre de salariés ? », s'inquiète Eric Vernel du collectif industrie CGT. À toutes ces questions, la CGT assure avoir des pistes pour répondre. Celle d'un transport en commun par exemple entre La Hague et la communauté urbaine de Cherbourg autre que les bus afin de désengorger le réseau. « Une solution alternative au contournement serait la mise en place d'un tramway plus propre sans avoir besoin d'artificialiser des sols déjà trop souvent bétonnés ». Mais là encore, ils voudraient être écoutés.

■ La formation

La formation, c'est aussi la question de demain qu'il faut traiter aujourd'hui. Tous s'accordent sur le sujet. Mais pour la CGT, les entreprises doivent investir dans l'éducation nationale et les services publics. « Quand on voit que certaines classes d'apprentissage de soudure et de chaudronnerie ferment à Cherbourg dans des écoles publiques alors que des écoles sont actuellement créées en partenariat entre les entreprises et l'UIMM. Les entreprises ne doivent pas se substituer au rôle de nos fonctionnaires », insiste Eric Vernel.

■ La sécurité

Des questions demeurent aussi sur la sécurité du site de la piscine nucléaire. « Alors qu'Orano possède son propre service de secours et de sécurité, EDF fait appel à la gendarmerie et aux pompiers. Mais il n'y a pas de pompier professionnel à Beaumont », s'interrogent les membres de la CGT. « Si un accident arrive sur la piscine nucléaire, le service

Orano pourra-t-il intervenir ? » se demande Eric Vernel.

Pour la CGT, « ce projet de piscine doit être un projet Orano. Nous l'avons toujours défendu ».

■ Le multirecyclage

Enfin, une dernière question persiste. Celle d'une piscine qui serait bien d'entreposage et non de stockage. « La recherche et développement sur le projet de multirecyclage n'est pas terminée. Mais nous ne savons pas où cela en est. Nous n'avons pas de réponse quand nous posons la question », détaille Romain Travers. Les combustibles sont en attentes de traitement mais celui-ci tarde à être mis en place à grande échelle.

« Des campagnes de recyclage ont été effectuées avec succès sur le site de La Hague mais ne permettent pas pour le moment de retraitement à l'échelle industrielle », assure la CGT.

Alors quid du stockage s'il n'y a pas de solution ? Les piscines sont-elles appelées finalement à stocker ? S'étendront-elles si aucune solution n'est aboutie ? Les syndicalistes ne vont pas si



Pour Vincent Hurel, du collectif industrie pour l'UD, la CGT Manche réaffirme sa position : « nous sommes pour le mix énergétique et le nucléaire y a toute sa place, nous en sommes convaincus ». Archives

La Presse de la Manche

loin mais s'interrogent. Ils veulent maintenant des réponses.

● Solène LAVENU